

[Communiqué au Conseil et
aux Membres de la Société.]

~~LN. II. 2/2. (22)~~
LN. II. 2/2. (22)
N° officiel: **C. 77. M. 33.** 1935. II. B.

Genève, le 1^{er} mars 1935.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

I.

**Convention internationale pour la lutte
contre les maladies contagieuses des animaux**

LEAGUE OF NATIONS

I.

**International Convention for the Campaign
against Contagious Diseases of Animals**

Série de Publications de la Société des Nations

II. QUESTIONS ÉCONOMIQUES
ET FINANCIÈRES
1935. II. B. 1.

CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA LUTTE CONTRE LES MALADIES CONTAGIEUSES DES ANIMAUX

.....

Convaincus qu'une lutte sans trêve et toujours plus efficace contre les maladies contagieuses des animaux ne peut être menée à bonne fin que par une action concertée des pays intéressés ;

Unanimes, d'autre part, à reconnaître que toute action destinée à faciliter les échanges internationaux de bétail et de produits animaux doit porter en tête de son programme l'amélioration des conditions sanitaires vétérinaires par tous les moyens, y compris une collaboration internationale plus étroite et plus fréquente ;

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

.....

Lesquels, après avoir produit leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes prendront les mesures législatives et administratives nécessaires pour assurer une action concertée et efficace contre l'apparition et la diffusion des maladies contagieuses des animaux.

Ces mesures devront spécialement viser :

1° La surveillance des divers effectifs d'animaux domestiques, celle de tous les établissements offrant un intérêt spécial pour la lutte contre les épizooties, tels que les abattoirs, les ateliers d'équarrissage, les marchés aux bestiaux ou aux viandes, les établissements d'engraissement, les laiteries, les étables des auberges, des commerçants et des relais, les établissements utilisant des produits animaux ; le contrôle de la production et du commerce des sérums, des virus et des cultures microbiennes atténuées ou non et des produits biologiques diagnostiques, celle de tous moyens de transport, des lieux d'embarquement, de débarquement des animaux et des stations de quarantaine ;

2° La constatation de l'apparition des maladies contagieuses des animaux, ainsi que l'indication des localités atteintes ;

3° Les moyens de prévention et de lutte contre les maladies contagieuses des animaux ;

4° La réglementation des transports sous toutes leurs formes, notamment au point de vue de la désinfection des véhicules ;

5° Les sanctions à prendre en cas d'infraction aux mesures édictées.

Article 2.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à créer, au cas où elle n'existerait pas encore, et à entretenir dans leurs pays respectifs, une organisation sanitaire vétérinaire officielle destinée à assurer l'exécution des mesures visées à l'article premier. Cette organisation officielle comprendra en principe :

1° Un service sanitaire vétérinaire d'Etat ayant notamment pour mission :

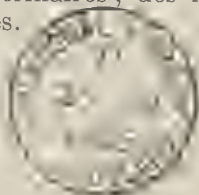
a) La surveillance des lieux et établissements visés à l'article premier, en vue de constater l'apparition et l'évolution des maladies contagieuses des animaux ;

b) L'application des mesures relatives aux maladies contagieuses des animaux ainsi que de celles destinées à les prévenir et à les combattre ;

c) L'inspection des animaux et des produits animaux ;

d) La délivrance des certificats concernant l'origine et l'état sanitaire des animaux ou l'origine et la salubrité des produits animaux.

2. Des établissements d'enseignement et de recherches propres à la formation du personnel des services sanitaires vétérinaires ; des laboratoires scientifiques nécessaires au bon fonctionnement de ces services.



INTERNATIONAL CONVENTION FOR THE CAMPAIGN AGAINST CONTAGIOUS DISEASES OF ANIMALS

.....

Being convinced that an unceasing and increasingly effective campaign against contagious diseases of animals can only be successfully prosecuted by concerted action by the countries concerned ;

Recognising unanimously, moreover, that, in any action intended to facilitate international trade in live-stock and animal products, the first item in the programme must be the improvement of veterinary health conditions by every possible means, including closer and more frequent international co-operation ;

Have appointed as their Plenipotentiaries :

.....

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties undertake to enact the necessary legislation and take the necessary administrative measures for ensuring joint and effective action against the appearance and spread of contagious diseases of animals.

These measures should more particularly provide for :

- (1) Control over farm animals and over establishments which are of special importance in the campaign against animal diseases, such as slaughter-houses, knackers' yards, cattle and meat markets, fattening establishments, dairies, the stables of inns, traders and relay stations, establishments utilising animal products ; supervision over the production of and trade in sera, viruses and microbe cultures, whether attenuated or not, and biological diagnostic products ; supervision over the means of transport and of loading and unloading places and quarantine stations ;
- (2) The discovery of any outbreak of contagious disease of animals, together with an indication of the areas infected ;
- (3) The methods of preventing and dealing with contagious diseases of animals ;
- (4) The regulation of transport in all its forms, and particularly with a view to the disinfection of vehicles ;
- (5) The penalties to be imposed in the event of an infringement of the measures enacted.

Article 2.

The High Contracting Parties undertake to establish and maintain in their respective countries, where not already existing, an official veterinary health organisation to ensure the execution of the measures referred to in Article 1. In principle, this official organisation should comprise :

- (1) A Government veterinary health service, the chief functions of which would be :
 - (a) To supervise the places and establishments referred to in Article 1 for the purpose of ascertaining the outbreak and development of contagious diseases of animals ;
 - (b) To apply the measures concerning contagious diseases of animals, as well as measures for preventing and combating these diseases ;
 - (c) To inspect animals and animal products ;
 - (d) To issue certificates regarding the origin and health of animals and the origin and soundness of animal products ;
- (2) Teaching and research institutions for the training of the personnel of veterinary health services ; scientific laboratories necessary for the satisfactory working of these services.

Article 3.

Les services sanitaires vétérinaires de chacune des Hautes Parties contractantes seront organisés suivant les principes énumérés ci-dessous, reconnus comme essentiels et indispensables pour l'organisation régulière d'un service vétérinaire :

1^o Le service sanitaire vétérinaire d'Etat doit être placé sous la direction d'un chef vétérinaire responsable, relevant directement du ministre compétent.

2^o Le nombre et les attributions des vétérinaires d'Etat et des vétérinaires agréés par l'Etat pour certaines fonctions officielles doivent garantir, compte tenu de l'importance de l'élevage et de l'étendue du terrain cultivé, et de l'intensité du trafic, l'exercice d'un contrôle vétérinaire sanitaire efficace et rapide sur toute l'étendue du territoire, divisé en circonscriptions sanitaires géographiquement définies, ainsi que sur la totalité des animaux domestiques.

Ce service sanitaire vétérinaire doit permettre à l'Etat d'attester l'origine et, conformément aux connaissances scientifiques, les conditions sanitaires des animaux et des produits animaux destinés à l'exportation. Il disposera d'un personnel proportionné à l'importance du cheptel à surveiller.

3^o Les vétérinaires d'Etat, et ceux qui seraient agréés pour certaines fonctions, doivent être pourvus d'un diplôme d'études vétérinaires d'Etat ou reconnu par l'Etat.

Ne peuvent être considérés comme vétérinaires d'Etat que les vétérinaires fonctionnaires d'Etat indemnisés par lui.

D'autres vétérinaires que les fonctionnaires d'Etat peuvent être chargés exceptionnellement de certaines interventions sanitaires, à cette condition que l'Etat soit responsable de leurs interventions.

4^o Le contrôle sanitaire vétérinaire aux frontières ne doit être exercé que par des vétérinaires d'Etat ou agréés par lui à cet effet.

5^o a) L'inspection des viandes destinées à la vente et à la consommation publique doit être confiée, en principe, à des vétérinaires placés sous le contrôle des services vétérinaires de l'Etat.

b) Le contrôle sanitaire vétérinaire des viandes et des préparations de viande destinées à l'exportation sera exercé par des vétérinaires de l'Etat ou agréés par lui à cet effet.

Article 4.

L'existence d'une organisation sanitaire vétérinaire conforme aux dispositions des articles 2 et 3 sera notifiée par chacune des Hautes Parties contractantes à l'aide d'un mémoire résumant les modalités essentielles de l'organisation et remis au plus tard au moment du dépôt de la ratification au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en informera les autres Hautes Parties contractantes.

Article 5.

Les Hautes Parties contractantes, s'inspirant des recommandations de l'Office international des épizooties, s'engagent à publier régulièrement un bulletin sanitaire vétérinaire répondant aux modalités fixées ci-après :

1^o Les bulletins sanitaires vétérinaires devront être publiés le 1^{er} et le 15 de chaque mois et fournir tous les renseignements concernant la quinzaine précédente.

2^o Ils devront être échangés entre les autorités vétérinaires centrales sans avoir recours à la voie diplomatique.

3^o Ils donneront tous renseignements statistiques sur les maladies désignées ci-après : peste bovine (*Pestis bovum*), fièvre aphteuse (*Aphthæ epizootiæ*), péripneumonie contagieuse (*Pleuro-pneumonia bovum contagiosa*), fièvre charbonneuse (*Anthrax*), clavelée (*Variola ovium*), rage (*Rabies*), morve (*Malleus*), dourine (*Exanthema coitale paralyticum*), peste porcine (*Pestis suum*).

4^o Chaque pays pourra donner en outre des renseignements statistiques ou autres concernant d'autres maladies.

Le bulletin sanitaire vétérinaire devra nécessairement indiquer la situation sanitaire vétérinaire à la date de la publication : c'est-à-dire le nombre et l'indication des grandes divisions territoriales (provinces, départements, districts), le nombre des communes et exploitations infectées à la date de la parution du bulletin et celui des communes et exploitations nouvellement infectées dans la période considérée.

Article 3.

The High Contracting Parties undertake to organise their respective veterinary health services on the principles specified hereinafter and recognised as essential for the proper organisation of a veterinary service :

(1) The Government veterinary health service should be under the authority of a chief veterinary officer directly responsible to the competent Minister.

(2) The number and the duties of Government veterinary officers and of veterinary surgeons approved by the State for certain official duties should, regard being had to the extent of stock-breeding, the area of land under cultivation, and the volume of traffic, be such as to ensure effective and rapid veterinary supervision of the whole territory, which should be divided up into definite geographical sanitary districts, as well as of all the domestic animals.

This veterinary health service should enable the State to determine the origin and, so far as scientific knowledge permits, the state of health of animals and the soundness of animal products intended for export. The personnel should be in proportion to the quantity of live-stock to be supervised.

(3) Government veterinary officers or veterinary surgeons approved for certain duties should hold a State diploma in veterinary medicine or a diploma recognised by the State.

Only veterinary surgeons who are employed and paid by the State may be regarded as Government veterinary officers.

In exceptional cases, other veterinary surgeons may be entrusted with certain duties provided that the State is responsible for any action they may take.

(4) Veterinary inspection at the frontiers should be carried out only by Government veterinary officers or veterinary surgeons approved by the State for that purpose.

(5) (a) In principle, the inspection of meat intended for sale and public consumption must be entrusted to approved veterinary surgeons placed under the supervision of the Government veterinary service.

(b) Veterinary health inspection of meat and meat preparations intended for export must be carried out by Government veterinary officers or veterinary surgeons approved by the State for that purpose.

Article 4.

The existence of a veterinary health organisation in conformity with the provisions of Articles 2 and 3 shall be notified by each of the High Contracting Parties by means of a memorandum, summarising the main features of the organisation and forwarded, at latest at the moment of depositing the ratification of the Convention, to the Secretary-General of the League of Nations, who will notify the other High Contracting Parties thereof.

Article 5.

The High Contracting Parties undertake on the basis of the recommendations of the International Office for Contagious Diseases of Animals to publish regularly a veterinary health bulletin in accordance with the rules laid down below :

(1) The veterinary health bulletins should be published on the 1st and 15th of each month and give all information for the previous fortnight.

(2) They should be exchanged between the central veterinary authorities without recourse to diplomatic channels.

(3) They should give all statistical information regarding the following diseases : cattle plague (*Pestis bovum*), foot-and-mouth disease (*Aphthæ epizootiæ*), contagious peri-pneumonia (*Pleuro-pneumonia bovum contagiosa*), anthrax fever (*Anthrax*), sheep-pox (*Variola ovium*), rabies, glanders (*Malleus*), dourine (*Exanthema coilale paralyticum*), swine fever (*Pestis suum*).

(4) Each country may also give statistical or other information regarding other diseases.

The veterinary health bulletins should necessarily indicate the veterinary health situation on the date of publication — *i.e.*, the number and names of the large territorial divisions (provinces, departments, districts), the number of communes and premises infected at the date on which the bulletin is published, and the number of communes and premises which have become infected during the period under consideration.

Article 6.

Lorsque, sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, on constate la première apparition de la peste bovine, porcine ou aviaire, de la fièvre aphteuse, de la rage, de la péripneumonie contagieuse des bovidés ou de la dourine, l'autorité centrale vétérinaire des autres Hautes Parties contractantes sera immédiatement informée par la direction du Service vétérinaire de l'apparition de la maladie et de la répartition de ses foyers. Cette communication sera faite par voie télégraphique ou radiotélégraphique aux Etats immédiatement voisins et dans tous les cas où des échanges d'animaux ou de produits d'origine animale ont lieu entre les Hautes Parties contractantes.

De plus les Hautes Parties contractantes s'engagent à exiger de leurs autorités sanitaires vétérinaires du premier degré établies à la frontière qu'elles communiquent directement et sans retard aux autorités correspondantes des autres Hautes Parties contractantes limitrophes l'apparition et l'extension dans les zones de leurs attributions, des maladies visées dans l'alinéa précédent et, en outre, l'apparition et l'extension de la clavelée, de la morve et du choléra aviaire. Ces communications doivent être faites, dans tous les cas d'urgence, par voie télégraphique, sans préjudice des dispositions spéciales résultant d'accords bilatéraux en vigueur entre certaines des Hautes Parties contractantes.

Article 7.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à favoriser :

a) L'admission d'étudiants, de professeurs, d'agrégés et d'assistants des pays des autres Hautes Parties contractantes dans les institutions et laboratoire de leurs pays ;

b) Les échanges temporaires de fonctionnaires vétérinaires entre leurs différentes administrations ;

c) L'établissement permanent ou temporaire de fonctionnaires vétérinaires d'une Haute Partie contractante sur le territoire d'une autre si, pour les relations particulières entre les pays en cause, de sérieux avantages peuvent en résulter ;

d) L'organisation de missions d'étude composées de fonctionnaires vétérinaires d'une ou de plusieurs Hautes Parties contractantes en vue de suivre les études ou méthodes en cours dans l'un ou l'autre des pays des Hautes Parties contractantes, et, à ce sujet, d'entrer en pourparlers directs dès qu'une demande émanant d'une des Hautes Parties contractantes leur sera adressée.

Article 8.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent le droit des directions des services sanitaires vétérinaires de s'informer directement entre elles des difficultés d'ordre vétérinaire qui surgissent dans les échanges réciproques des animaux et des produits d'origine animale. Copie de toutes ces communications sera transmise par la voie diplomatique.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à exiger de leurs directions des services sanitaires vétérinaires qu'elles se mettent en rapport avec les directions correspondantes d'une autre Haute Partie contractante si des difficultés sérieuses surgissent dans les échanges réciproques du bétail ou des produits animaux avec ce pays.

DISPOSITIONS FINALES.

Article 9 (Règlement des différends).

1. S'il s'élève entre les Hautes Parties contractantes un différend quelconque relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention et si ce différend n'a pu être résolu de façon satisfaisante par voie diplomatique, il sera réglé conformément aux dispositions en vigueur entre les parties concernant le règlement des différends internationaux.

2. Au cas où de telles dispositions n'existeraient pas entre les parties au différend, elles le soumettront à une procédure arbitrale ou judiciaire. A défaut d'un accord sur le choix d'un autre tribunal, elles soumettront le différend, à la requête de l'une d'elles, à la Cour permanente de Justice internationale, si elles sont toutes parties au Protocole du 16 décembre 1920, relatif au Statut de ladite Cour, et, si elles n'y sont pas toutes parties, à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 10 (Langues, date).

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour.

Article 6.

When an outbreak of cattle plague, swine fever or fowl plague, foot-and-mouth disease, rabies, contagious peri-pneumonia of bovines or dourine is first discovered in the territory of one of the High Contracting Parties, the central veterinary authorities of the other High Contracting Parties must immediately be notified by the chief of the veterinary service of the outbreak of the disease and the position of the various infected centres. Such notification shall be made by telegraph or wireless to all contiguous States and in all cases in which an exchange of animals or animal products takes place between the High Contracting Parties.

The High Contracting Parties further undertake to require their veterinary health authorities of the first instance who are posted at the frontier to notify directly and without delay the corresponding authorities of the other neighbouring High Contracting Parties of the outbreak and extent of the diseases mentioned in the above paragraph and, in addition, of the outbreak and extent of sheep-pox, glanders, and fowl cholera. Such communications must in all urgent cases be made by telegraph without prejudice to the special provisions arising out of bilateral agreements in force between any of the High Contracting Parties.

Article 7.

The High Contracting Parties undertake to give favourable consideration to :

(a) The admission of students, professors, lecturers and assistants of the countries of the other High Contracting Parties to the institutions and laboratories of their countries ;

(b) Temporary exchanges of veterinary officers between their various administrations ;

(c) The permanent or temporary establishment of veterinary officers of one High Contracting Party in the territory of another if, in view of the special relations between the countries concerned, substantial advantages might be derived therefrom ;

(d) The organisation of missions for study composed of veterinary officers of one or more of the High Contracting Parties for the purpose of enquiring into the research work or methods pursued in one or other of the countries of the High Contracting Parties, and, on the request of one of the High Contracting Parties, to negotiate direct on such questions.

Article 8.

The High Contracting Parties recognise the right of the chiefs of veterinary health services to communicate with one another direct, when difficulties of a veterinary nature arise in connection with the trade in animals and animal products. Copies of all such communications shall be forwarded through diplomatic channels.

The High Contracting Parties undertake to require the chiefs of their veterinary health services to get into touch with the corresponding chiefs of another High Contracting Party if serious difficulties should arise in connection with the trade in live-stock or animal products with such country.

FINAL PROVISIONS.

Article 9 (Settlement of Disputes).

1. If there should arise between the High Contracting Parties a dispute of any kind relating to the interpretation or application of the present Convention, and if such dispute cannot be satisfactorily settled by diplomacy, it shall be settled in accordance with any applicable agreements in force between the Parties providing for the settlement of international disputes.

2. In case there is no such agreement in force between the Parties, the dispute shall be referred to arbitration or judicial settlement. In the absence of agreement on the choice of another tribunal, the dispute shall, at the request of any one of the Parties, be referred to the Permanent Court of International Justice if all the Parties to the dispute are Parties to the Protocol of December 16th, 1920, relating to the Statute of that Court and, if any of the Parties to the dispute is not a Party to the Protocol of December 16th, 1920, to an arbitral tribunal constituted in accordance with the Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 10 (Languages and Date).

The present Convention, of which the English and French texts are both authoritative, shall bear this day's date.

Article 11 (Signature, ratification).

1. La présente Convention pourra être signée jusqu'au 15 février 1936 au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué à cet effet copie de la présente Convention.

2. La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés au paragraphe précédent.

Article 12 (Adhésion).

1. A partir du 16 février 1936, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué copie de la présente Convention pourra y adhérer.

2. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés au paragraphe précédent.

Article 13 (Entrée en vigueur).

1. Un procès-verbal sera dressé par le Secrétaire général de la Société des Nations dès que cinq ratifications ou adhésions auront été déposées.

2. Une copie certifiée conforme de ce procès-verbal sera remise à chacun des Membres de la Société des Nations et à tout Etat non membre visé à l'article 11 par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 14.

1. La présente Convention sera enregistrée par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations quatre-vingt-dix jours après la date du procès-verbal visé à l'article 13. Elle entrera alors en vigueur.

2. A l'égard de chacun des Membres ou Etats non membres au nom desquels un instrument de ratification ou d'adhésion sera ultérieurement déposé, la Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après la date du dépôt de cet instrument.

Article 15 (Durée, dénonciation).

1. La présente Convention aura une durée de deux ans à partir de sa mise en vigueur.

2. Elle restera en vigueur pour une nouvelle période de quatre ans et ainsi de suite vis-à-vis des Parties contractantes qui ne l'auront pas dénoncée six mois au moins avant l'expiration du terme.

3. La dénonciation se fera par notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en informera tous les Membres de la Société et les Etats non membres mentionnés à l'article 11.

Article 16 (Application aux colonies, protectorats, etc.).

1. Sauf déclaration contraire d'une Haute Partie contractante lors de la signature, lors de la ratification ou lors de l'adhésion, les dispositions de la présente Convention ne s'appliquent pas aux colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié.

2. Cependant les Hautes Parties contractantes se réservent le droit de signer la Convention ou d'y adhérer suivant les conditions des articles 11 et 12 pour leurs colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous leur suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat leur a été confié.

3. Elles se réservent également le droit de la dénoncer séparément suivant les conditions de l'article 15.

Article 17 (Révision).

1. Des conférences de revision pourront être convoquées en vue d'apporter à la Convention les changements dont l'expérience aurait fait apparaître l'utilité.

2. Une conférence de révision sera convoquée par le Secrétaire général de la Société des Nations chaque fois que la demande lui en sera faite au moins par cinq des Hautes Parties contractantes.

Celles-ci indiqueront sommairement les changements qu'elles proposent et les motifs de ces changements.

3. A moins que l'unanimité des Hautes Parties contractantes n'y consente, aucune demande visant la convocation d'une conférence de révision qui se tiendrait moins de deux ans après la mise en vigueur de la Convention ou quatre ans après la clôture d'une précédente conférence de révision ne sera recevable.

4. Le Secrétaire général de la Société des Nations préparera avec le concours de l'Office international des épizooties les travaux des conférences de révision.

Article 11 (Signature and Ratification).

1. The present Convention may be signed until February 15th, 1936, on behalf of any Member of the League of Nations or any non-member State to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the present Convention for the purpose.

2. The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations, who will notify the deposit thereof to all the Members of the League of Nations and to the non-member States referred to in the preceding paragraph.

Article 12 (Accession).

1. On and after February 16th, 1936, any Member of the League of Nations and any non-member State to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the present Convention may accede to it.

2. The instruments of accession shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations, who will notify such deposit to all the Members of the League of Nations and to the non-member States referred to in the preceding paragraph.

Article 13 (Entry into Force).

1. The Secretary-General of the League of Nations will draw up a *procès-verbal* when five ratifications or accessions have been received.

2. A certified true copy of this *procès-verbal* shall be transmitted by the Secretary-General of the League of Nations to all the Members of the League and to all non-member States mentioned in Article 11.

Article 14.

1. The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations ninety days after the date of the *procès-verbal* mentioned in Article 13. It will come into force on that date.

2. In respect of each Member or non-member State on whose behalf any instrument of ratification or accession is subsequently deposited, the Convention shall come into force ninety days after the date of the deposit of such instrument.

Article 15 (Duration and Denunciation).

1. The duration of the present Convention shall be for two years from its entry into force.

2. It shall remain in force for a further period of four years, and subsequently in respect of such Contracting Parties as have not denounced it at least six months before the expiry of the period.

3. The denunciation shall be effected by a written notification addressed to the Secretary-General of the League of Nations, who will inform all the Members of the League and the non-member States referred to in Article 11.

Article 16 (Application to Colonies, Protectorates, etc.).

1. In the absence of a contrary declaration by one of the High Contracting Parties at the time of signature, ratification or accession, the provisions of the present Convention shall not apply to colonies, protectorates, overseas territories, territories under its suzerainty or territories in respect of which a mandate has been entrusted to it.

2. Nevertheless, the High Contracting Parties reserve the right to sign the Convention or to accede thereto, in accordance with the provisions of Articles 11 and 12, for their colonies, protectorates, overseas territories, territories under their suzerainty or territories in respect of which a mandate has been entrusted to them.

3. They further reserve the right to denounce the Convention separately, in accordance with the provisions of Article 15.

Article 17 (Revision).

1. Conferences for the revision of the present Convention may be called with a view to making such changes therein as experience may have shown to be useful.

2. A Conference for the revision of the present Convention shall be called by the Secretary-General of the League of Nations whenever so requested by not less than five of the High Contracting Parties.

The latter shall indicate succinctly the changes they propose and the reasons for such changes.

3. In default of the unanimous consent of the High Contracting Parties, no demand for the calling of a conference for the revision of the present Convention within less than two years from the entry into force of the Convention or four years from the end of a previous Conference for its revision shall be admissible.

4. The Secretary-General of the League of Nations shall prepare the work of conferences for the revision of the present Convention with the co-operation of the International Office for Contagious Diseases of Animals.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires sus-
mentionnés ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève le vingt février mil neuf
cent trente-cinq, en un seul exemplaire, qui
sera conservé dans les archives du Secrétariat
de la Société des Nations et dont copie
certifiée conforme sera remise à tous les Mem-
bres de la Société et aux Etats non membres
visés à l'article 11.

IN FAITH WHEREOF the above-mentioned
Plenipotentiaries have signed the present
Convention.

DONE at Geneva on the twentieth day
of February, one thousand nine hundred and
thirty-five, in a single copy, which shall be
kept in the archives of the Secretariat of the
League of Nations, and of which a certified
true copy shall be delivered to all the Mem-
bers of the League and to the non-member
States referred to in Article 11.

BULGARIE

N. ANTONOFF

BULGARIA

FRANCE

V. DROUIN

FRANCE

ITALIE

C. BISANTI

ITALY

LETTONIE

J. FELDMANS.

LATVIA

PAYS-BAS

Pour le Royaume en Europe¹

C. VAN RAPPARD.

THE NETHERLANDS

¹ Translation:

For the Kingdom in Europe.

POLOGNE

POLAND

Titus KOMARNICKI

ROUMANIE

ROUMANIA

C. ANTONIADE

SUISSE

SWITZERLAND

FLÜCKIGER

TCHÉCOSLOVAQUIE

CZECHOSLOVAKIA

Rodolphe KÜNZL-JIZERSKÝ.

Copie certifiée conforme.

Certified true copy.

Pour le Secrétaire général :

For the Secretary-General :

*Conseiller juridique du
Secrétariat.*

*Legal Adviser of the
Secretariat.*

DÉCLARATION ANNEXE

Au moment de procéder à la signature de la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux portant la date du 20 février 1935, les soussignés déclarent au nom de leurs gouvernements respectifs qu'ils considèrent, à titre exceptionnel, que le service sanitaire vétérinaire d'Etat, tel qu'il est actuellement organisé en Italie, répond aux exigences des prescriptions de l'article 3, chiffre 1), de ladite Convention.

EN FOI DE QUOI les soussignés ont signé la présente Déclaration.

FAIT à Genève, le vingt février mil neuf cent trente-cinq, en un seul exemplaire, qui sera conservé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations et dont copie certifiée conforme sera remise à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres visés à l'article 11 de la Convention.

DECLARATION ATTACHED

In proceeding to the signature of the International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals dated February 20th, 1935, the undersigned declare on behalf of their respective Governments that they regard the Government Veterinary Health Service as at present organised in Italy as complying, as an exceptional case, with the requirements of Article 3, paragraph (1), of the said Convention.

IN FAITH WHEREOF the undersigned have signed the present Declaration.

DONE at Geneva on the twentieth day of February, one thousand nine hundred and thirty-five, in a single copy, which shall be kept in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which a certified true copy shall be delivered to all the Members of the League and to the non-member States referred to in Article 11.

BULGARIE

N. ANTONOFF

BULGARIA

FRANCE

V. DROUIN

FRANCE

ITALIE

C. BISANTI

ITALY

LETTONIE

J. FELDMANS.

LATVIA

PAYS-BAS

C. VAN RAPPARD.

THE NETHERLANDS

POLOGNE

Titus KOMARNICKI

POLAND

ROUMANIE

C. ANTONIADE

ROUMANIA

SUISSE

FLÜCKIGER

SWITZERLAND

TCHÉCOSLOVAQUIE

Rodolphe KÜNZL-JIZERSKÝ.

CZECHOSLOVAKIA

Copie certifiée conforme.

Certified true copy.

Pour le Secrétaire général :

For the Secretary-General :

*Conseiller juridique du
Secrétariat.*

*Legal Adviser of the
Secretariat.*





